Informations de base

2023/2657(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la répression en Russie, en particulier les cas de Vladimir Kara-Murza et d'Aleksei Navalny **Subject** 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général **Zone géographique** Russie Fédération	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
19/04/2023	Débat en plénière		
20/04/2023	Décision du Parlement	T9-0115/2023	Résumé
20/04/2023	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2023/2657(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150-p2 Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0225/2023	18/04/2023	
Proposition de résolution		B9-0226/2023	18/04/2023	
Proposition de résolution		B9-0227/2023	18/04/2023	
Proposition de résolution		B9-0228/2023	18/04/2023	
Proposition de résolution		B9-0229/2023	18/04/2023	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0115/2023	20/04/2023	Résumé

Résolution sur la répression en Russie, en particulier les cas de Vladimir Kara-Murza et d'Aleksei Navalny

2023/2657(RSP) - 20/04/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 508 voix pour, 14 contre et 31 abstentions, une résolution sur la répression en Russie, en particulier les cas de Vladimir Kara-Murza et Aleksei Navalny.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, The Left et les députés.

Vladimir Kara-Murza, journaliste russo-britannique et militant de l'opposition, a été condamné le 17 avril 2023 à 25 ans de prison pour avoir critiqué le régime de Vladimir Poutine et sa guerre d'agression contre l'Ukraine.

Alexei Navalny, personnalité politique russe de premier plan et lauréat du prix Sakharov 2021, reste incarcéré dans une colonie pénitentiaire où il a été soumis à des mauvais traitements, notamment à la torture, à des sanctions arbitraires et à des pressions psychologiques. Selon la résolution, la santé de Vladimir Kara-Murza et d'Alexei Navalny se détériore rapidement en raison des mauvais traitements et du manque de soins médicaux appropriés, Kara-Murza ayant été diagnostiqué avec une polyneuropathie et Navalny souffrant d'un empoisonnement présumé.

Le Parlement a condamné fermement la condamnation de Vladimir Kara-Murza par les autorités russes pour des raisons politiques et a demandé sa libération immédiate et inconditionnelle ainsi que celle d'Alexei Navalny et de tous les autres prisonniers politiques. Il s'est déclaré gravement préoccupé par la détérioration rapide de l'état de santé de Vladimir Kara-Murza et d'Alexei Navalny et a rappelé à la Russie ses obligations internationales, notamment en ce qui concerne leur accès à un traitement médical, à des avocats et à la communication avec leurs familles.

Le Conseil est invité à :

- adopter des sanctions sévères dans le cadre du régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme (la loi Magnitsky de l'UE) à l'encontre des juges, procureurs et autres personnes russes responsables de poursuites arbitraires, de détentions et de tortures dans le cadre de procès motivés par des considérations politiques;

- adopter des mesures restrictives à l'encontre des personnes responsables de l'arrestation et de la détention arbitraires de prisonniers politiques.

Tout en condamnant la répression continue des critiques du gouvernement, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes indépendants, le Parlement a appelé le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à mener une enquête immédiate sur les actes d'emprisonnement inhumain, de torture et d'assassinat d'opposants politiques.

Enfin, les États membres sont invités à fournir des visas humanitaires et d'autres formes de soutien aux dissidents russes qui risquent de faire l'objet de poursuites politiques.